

LE PETIT FONDEUR



EDITORIAL

La classe de 4/6 est allée aux Archives Départementales à Bourges, les mercredi 24 Mars et 7 Avril 1993 afin de faire des recherches concernant les grèves à Saint Florent et Rosières de 1893 à 1909. Les différents documents étudiés sont des télégrammes, des lettres, des rapports de police (dossiers 33M122 et 33M126) et des journaux:

- Bulletin Officiel de la Bourse du Travail de Bourges.
- Journal du Cher (radical).
- Tocsin populaire (Journal militant pour les droits des ouvriers).
- La Dépêche du Berry (conservateur).

La région de Saint Florent-Rosières occupe près de 2000 métallurgistes. Ces hommes vivent et travaillent dans de très mauvaises conditions. A Saint Florent, les salaires sont encore plus dérisoires qu'à Bourges et Vierzon.

La période de 1904 à 1909 a été une période de luttes intensives de la part des travailleurs métallurgistes de Saint Florent. C'est en Novembre 1904 que fut constitué le Syndicat des métaux de Saint Florent-Rosières rattaché à la Bourse du Travail de Bourges fondée le 15 Avril 1897. Après 1909 et jusqu'en 1914, aucune grève importante n'agite la région de Saint Florent-Rosières, même s'il y a bien encore quelques soubresauts.

Pendant cette période, le mouvement ouvrier a poursuivi deux objectifs :

- S'organiser en vue d'une action concertée.
- Obtenir une amélioration matérielle et juridique de la condition ouvrière.

CLUB THEATRE

Notre petit groupe de 14 élèves de 3e du Collège Voltaire, encadrés par notre professeur M. Brault a mis en scène une pièce de théâtre adaptée du livre "Léa, le Galibot" de Agnès Nouari.

Depuis le mois d'Octobre, nous répétons tous les Jeudis-midi au Collège. La question que nous nous posons est : serons-nous prêts pour les représentations ? Elles seront données les :

- Vendredi 25 Juin après midi : (pour les scolaires) et soir pour le tout public
- Dimanche 27 Juin au soir.
- Samedi 3 Juillet au soir.

Les spectacles commencent à 21 heures au Centre Aragon et seront gratuits. Venez nombreux applaudir les élèves comédiens.

EXPOSITION

Les élèves des classes de 4/3 et 4/4 la préparent activement pour vous présenter la Révolution Industrielle à St Florent au XIX^{ème} siècle. Elle sera inaugurée Vendredi 25 Juin et pourra être visitée tout l'été au Donjon de la Mairie. Documents écrits, imprimés, photos, témoignages vidéo, objets d'époque vous attendent, prêts à faire revivre l'histoire de notre ville.

L'entrée est gratuite.

DATES	ENTREPRISES	NOMBRE DE SALARIES	NOMBRE DE GREVISTES	REVENDEICATION	SATISFACTIONS
3 au 19 Aout 1892	Carrières	?	?	Augmentation du salaire	Non
Mai 1892	Rosières	850 à 900	800	Augmentation du salaire	Oui
Septembre à Novembre 1893	Rosières	850 à 900	800	Augmentation du salaire de 25 %	Oui mais avec 18 ouvriers licenciés
9 Mai au 27 Mai 1893	Labbé frères	236	116	Augmentation de salaire	Non
24 Février au 8 Mai 1905	Décolletage	80	80	- Renvoi du directeur - Refus du travail aux pièces	Oui
10 mai au 19 octobre 1906	Rosières	700	Variable (embauche de "Jaunes")	Salaires Journée 8 h puis solidarité avec renvoyés	Oui Non 12 renvoyés
23 Mai au 18 Juin 1907	Belot	80	80	Renvoi du contre-maitre	Oui
13 Mai au 8 Juin 1907	Carrières	50	50	Augmentation de salaire	Oui de 0,25 F
12 Mai au 2-Septembre 1909	Belot	85	56	Augmentation de 20 %	Non usine fermée

MONARCHIE DE JUILLET

1848 Loi proclamant le droit au travail donc le droit d'être secouru en cas de chômage

1864 Loi supprimant le livret ouvrier. Loi supprimant le caractère illégal de la grève ; la loi ne punit plus que les violences

1884 Loi accordant la liberté syndicale, sauf aux fonctionnaires

1907 Loi imposant le repos hebdomadaire

SECOND EMPIRE

TROISIEME REPUBLIQUE

1841 loi interdisant le travail des enfants de moins de 8 ans

SECONDE REPUBLIQUE

Loi autorisant la création d'association de secours mutuel

1874 Loi interdisant le travail des enfants de moins de 13 ans

1898 Loi établissant le principe de la responsabilité du patron en cas d'accident de travail

GREVE DE ROSIERES DE 1892 ET 1893

Le 3 mai 1892 éclate la première grève de Rosières. Les grévistes, 800 environ, déposent une liste de revendications :

- Augmentation de salaire de 25%.
- Suppression des amendes.
- Assurance par l'usine des ouvriers contre les accidents.

Ce même jour, M. Dupuis qui était Maire de Lunery, démissionne de ses fonctions pour faire face à ses responsabilités de Directeur. Le 8 mai 1892, le Préfet en personne se rend à Rosières, s'entretient avec les grévistes et pousse à la conciliation.

Le jour même, Dupuis annonce qu'il cède sur toutes demandes sauf celle portant sur les salaires. Chaque jour, le patron renvoie plusieurs ouvriers et les remplace par des nouveaux : "Les Jaunes". (1) Vingt grévistes sont renvoyés.

La gendarmerie craint des tensions entre les grévistes et les jaunes.

Plus tard les grévistes finissent par obtenir satisfaction.

La société a réduit la journée de travail de 11h à 9h.

Mais beaucoup d'insultes et de menaces sont échangées, les rancœurs s'accumulent.

Une nouvelle grève commence le 3 septembre 1893. Dans un télégramme du 4 septembre 1893, le Maréchal des Logis Pierre Petit écrit : "Jusqu'à ce moment aucune violence n'a été exercée, tout s'est borné en insultes et en menaces."

M Dupuis n'est pas d'accord à propos de l'augmentation de salaires de 25% mais finit par accepter une nouvelle augmentation de 7%.

La grève de Rosières se termine le 22 novembre

(1) "Ce sont des êtres, qui abdiquent toute dignité, lèchent les mains du potentat (2) qui les affame depuis de longues années. un "jaune" est criminel, il trahit ses camarades, il ne mérite aucune considération. Le "jaune" rejoint parfois l'ancienne figure du blanc hormis pour ses convictions politiques et religieuses".

(Témoignages d'ouvriers grévistes).

(2) Homme qui dirige de façon tyrannique.

LA GREVE DES CARRIERS 1892

Le 3 août 1892, 110 ouvriers carriers qui travaillent pour le compte de Charitat, Chalumeau, Chantelas, Duchet, Lanoue et Lépy décident de se mettre en grève sur le refus des maîtres carriers d'accorder une augmentation de 15%. Les ouvriers ont fait appel au député Baudin pour les soutenir. "Un calme complet règne" signale un rapport de police du 3 août 1892.

Le 8 août 1892, le Préfet, dans un télégramme chiffré destiné au ministère accuse le Député Baudin "de ne pas se soucier des grévistes et de soulever quelque bruit autour de sa personne". Le 9 août 1892, le Commissaire de Police informe le Préfet qu'un dénommé Roy de Saint Florent s'est présenté à la poste de Vierzou et a envoyé un télégramme à un nommé Bordinat avec le contenu suivant : "Baudin est-il là ?"

Le 19 Août 1892 les ouvriers carriers n'obtiennent pas satisfaction, mais cessent la grève.

LA GREVE A L'USINE LABBE FRERES

Le 9 mai 1893 commence une grève à l'usine Labbé frères. Quasiment la moitié des ouvriers sont en grève. Ce jour le Capitaine Pin, envoie un rapport au préfet pour le prévenir de cette grève : "L'augmentation de salaires est secondaire et, s'il n'y avait eu que cette question, elle aurait pu être résolue sans quitter le travail". Mais Labbé ne veut pas céder tant que les ouvriers ne reprendront pas le travail. Le 11 mai 1893, il y a 10 ouvriers de plus qui ont repris le travail. Ils sont donc maintenant 120 ouvriers à aller travailler sur les 236 que compte habituellement l'usine. Le Capitaine Pin rédige des rapports tous les jours. Labbé écrit une lettre pour avertir le Préfet de la situation. Il dit :

"D'autre part, nous savons de source certaine que 72 lettres ont été envoyées par les grévistes aux ouvriers de Rosières pour inciter ceux-ci à venir leur prêter main forte".

Le 12 mai 1893, une réunion a lieu entre les ouvriers de chez Labbé et 50 ouvriers de Rosières. Les 50 ouvriers en question conseillent à ceux de chez Labbé de persévérer en leur promettant des aides. Le capitaine Pin écrit : "M. Labbé compte embaucher aujourd'hui 12 mai, 30 ouvriers". Quelques jours plus tard, le 16 mai 1893, le Président du Syndicat, Nicolas Jouannet, envoie un courrier au Préfet pour lui faire connaître les revendications des ouvriers.

1) La réintégration de 3 ouvriers renvoyés sans motif justifié.

2) La suppression des amendes.

3) L'augmentation de 10% répartie sur les journées les moins rémunérées etc...

Et ce jour du 16 mai, le Maire de St Florent reçoit une dépêche qui lui annonce que les grévistes ont forcé les portes de chez Labbé et se sont livrés à des actes de violence envers leur patron.

Le 27 mai 1893, l'adjudant Hattant annonce dans son rapport la fin de la grève à l'usine Labbé :

"A tous ceux qui ne peuvent réintégrer l'usine, on a promis des certificats et un appui s'ils le désirent pour les aider à se procurer du travail ailleurs".

Nicolas Jouannet, surnommé "le père Coliche" a été le meneur de la première grève de 1893 à St Florent.

Après celle-ci, il a été licencié et chassé de sa maison.

Alors, il construisit une baraque en bois sur les bords du Cher, au lieu dit "le Patouillet". Il fabriqua un bateau et devint passeur pour les pêcheurs et les touristes, tout en tenant une buvette.

Devenu Président de la société de pêche, il fait un procès contre le Comte de Courcelles, propriétaire du château de St Florent (ce n'était pas encore la mairie) qui avait muré sa propriété, empêchant le droit de passage aux pêcheurs le long du cher. Le tribunal lui donna raison et obligea le Comte à ouvrir une porte dans son mur.

GREVE A LA SOCIETE INDUSTRIELLE DE DECOLLETAGE DE SAINT FLORENT 1905

Le Jeudi 23 Février 1905 éclate une grève à la Société Industrielle de Décolletage de St Florent.

Les ouvriers veulent la suppression du travail aux pièces et le renvoi de leur directeur M. Charitat surnommé "Barbenzinc".

"Le motif du conflit, que chacun connaît, était dû à l'intransigeance, aux vexations sans nombre que faisait subir aux ouvriers un jeune potentat du nom de Charitat, Directeur à 26 ans, frais émoulu des écoles et qui, voulant jouer avec le feu, s'est grièvement brûlé à ce jeu dangereux". (Bulletin Officiel de la Bourse du Travail de Bourges).

27 Février, par voie d'affiche, il fait savoir que "l'usine est ouverte à tous les ouvriers sans exception". On peut lire dans la Dépêche du Berry que "Le patron compte sur leur sagesse". Et le Mardi 28 Février on peut lire également dans la Dépêche du Berry : "Le calme le plus parfait continue à régner". Les ouvriers "ont demandé une entrevue pour exposer leurs doléances, entrevue qui jusqu'à présent n'a pas été accordée" avec le Conseil d'Administration. Ils ne reprendront le travail que lorsqu'ils auront "obtenu complète satisfaction sur ce point". (Bulletin Officiel de la Bourse du Travail de Bourges).

Dimanche 5 Mars. Le Conseil d'Administration continue à avoir une position intransigeante et refuse de discuter tant que les ouvriers n'auront pas repris le travail. Une semaine après, le patron s'impatiente, il ferme l'usine.

Le climat général se dégrade. Le Tocsin Populaire du 18 Mars parle de 500 à 600 citoyens massés sur la place où demeure M. Charitat qui l'ont conspué d'importance et ont entonné deux chansons faites à l'intention de l'illustre Barbenzinc".

LA CHANSON DE BARBENZINC

1er couplet

Par malice et par ruse
Il expose ce fait que les outils s'usent
Et ne doivent pas se casser
Que pourrait-il faire
Si comme nous tous
Il avait comme salaire
20 à 30 sous
Que tous les prêteurs
Chassent le directeur
La main dans la main
Nous reprendrons tous le turbin.

Refrain:

Barbenzinc mon vieux
Fais pas tant le grincheux
Car tu pourrais bien
Parfois recevoir des coups de poing
Tu n'es qu'un bandit
Un homme sans souci
Dis-nous la raison
Pour être un si mauvais patron
Un jour pour faire du scandale
T'envoyais chercher les gendarmes
Pour renvoyer un ouvrier
Que tu ne voulais pas payer
Dis nous pourquoi tu fais ça
Tu sais bien que ça ne durera pas.

Cette chanson entonnée par les femmes et enfants des grévistes cristallise la haine ouvrière.

Jeudi 16 Mars 1905 : "Les ouvriers grévistes ont organisé une manifestation". "Ils ont parcouru les rues de St Florent en chantant les deux chansons sur Charitat". "Ils attendent Charitat à la descente du train". "Pour faire une ovation", "faire entendre une sérénade commencée au son des casseroles et des chaudrons". "M. Le Directeur ne s'est pas montré". "Au moment où il sort de l'usine, ils le poursuivent avec des cris injurieux". "Ce soir à une heure et demie, M. Charitat s'est rendu à l'usine escorté d'un gendarme". (extraits de la Dépêche du Berry).

Le samedi 18 mars le Tocsin Populaire dit que "Les négociations n'aboutissent pas" et qu'à "St Florent, tous les ouvriers métallurgistes de St Florent et Rosières sont solidaires avec les ouvriers de la Société Industrielle de Décolletage". "Les grévistes ne seront pas pris par la famine".

Le Dimanche 19 Mars : "La grève du décolletage continue"; "Chaque jour les grévistes accompagnés d'autres personnes de la localité se livrent à des manifestations bruyantes contre M. Charitat".

Le Mardi 21 Mars : "Le conflit qui dure depuis un mois semblait devoir se terminer samedi dernier, à la suite d'une entrevue des deux parties provoquée par le Juge de Paix", "M. Louis Labbé, fondé de pouvoir du Conseil d'Administration, après une laborieuse séance qui dura trois heures, examina point à point les revendications des grévistes". Mais sans résultat. Mardi 28 Mars 1905 : "Samedi dernier 25 Mars, 1200 personnes sont venues au concert suivi d'un bal pour les ouvriers grévistes, ils ont réussi à obtenir 400 francs". (Dépêche du Berry).

Enfin, un télégramme du 18 avril 1905, annonce que la grève est terminée. "Ils ont obtenu satisfaction car Barbenzinc est parti. Le travail a donc été repris après entente entre les ouvriers et le Conseil d'Administration qui a été forcé de s'incliner".

Le Tocsin Populaire titre : "Eclatante victoire ouvrière : le directeur M. Charitat est relégué à Bourges, rue du Marché, où il n'exercera que les fonctions de Directeur honoraire, il ne sera plus toléré dans les ateliers."

La reprise du travail a lieu sans incident. Mais quelques jours plus tard, Charitat est de retour. Alors les ouvriers l'expulsent et continuent leur travail.

A la suite de cet incident, l'Administration renvoie 7 ouvriers. Tous les autres se mettent immédiatement en grève. Après plusieurs réunions avec le Conseil d'Administration, les ouvriers obtiennent le départ définitif de Charitat. Celui-ci abandonne la direction de l'usine mais reçoit en contre-partie, une forte indemnité équivalente à une année de traitement.

Les 7 ouvriers licenciés sont réintégrés. Le travail reprend le 9 mai. Cette grève exemplaire témoigne d'un changement profond des mentalités ouvrières de la région. Un Directeur a été renvoyé par ses ouvriers.

LA GREVE DE 1907 A LA CARRIERE DE SAINT-FLORENT

Le 13 Mai, une grève éclate à la Carrière de Saint Florent. La totalité des ouvriers demande une augmentation de salaires de 25 centimes par jour. Les ouvriers de la Carrière sont très mal payés. Le 15 Mai, le travail cesse à la Carrière. "Les ouvriers circulent dans les rues mais restent calmes, aucun incident ne s'est produit pour le moment". (Rapport du 15 Mai 1907 au Préfet du Cher). Leurs patrons acceptent une légère augmentation sauf pour les terrassiers. Dix jours après, un rapport de police du 25 Mai signale : "Les patrons acceptent l'augmentation demandée" mais toujours pas pour la catégorie des terrassiers". Les ouvriers demandent que les manoeuvres aient un salaire quotidien uniforme de 4 francs et les patrons carriers ne veulent rétribuer cette catégorie d'ouvriers que selon leur rendement". Plus tard, les carriers demandent une nouvelle augmentation de 50 centimes par jour, lors d'une réunion organisée par la Chambre Syndicale des ouvriers. Les patrons refusent. En Juin, les ouvriers défilent en chantant :

"Comme nos frères de Rosières,
Luttons avec ténacité,
Et à nos patrons téméraires
Imposons notre volonté.
Jamais le courage nous manque
Nos patrons sauront donc bientôt
Crever sur leurs billets de banque
Ou mieux payer nos durs travaux."

La grève s'achève le 8 juin 1907. Tous les ouvriers reprennent le travail, aucun n'a été congédié.

LA GREVE A L'USINE BELOT A SAINT FLORENT EN 1907

Les ouvriers métallurgistes de la Fonderie de cuivre Belot, ont fait grève du 23 mai au 10 juin 1907. Les 80 employés, ont revendiqué le renvoi d'un contremaître. Voici le déroulement des événements qui ont provoqué la grève : Le contremaître Ducarouge fait une remontrance à un ouvrier. "Il y eut alors une discussion qui dégénéra en pugilat et ce furent des syndiqués qui séparèrent les deux combattants" (Rapport du commissariat 25 mai 1907). "Jeudi soir, M. Belot ayant refusé de sacrifier son meilleur contremaître, le syndicat tint deux réunions privées, salle Chopain à Saint Florent et décida par 47 voix la grève pour le lendemain matin". (Rapport du commissariat 25 Mai 1907). M. Belot prend parti d'éviter tout conflit. Il "a donc fermé complètement l'établissement jusqu'au 8 Juin prochain, date à laquelle il fera connaître au Syndicat la réponse définitive des actionnaires, qu'il doit saisir". "M. Belot fit de suite une enquête sommaire : tous les torts étaient à la charge de l'ouvrier dont le renvoi fut décidé". Mais les ouvriers exigent le renvoi du contremaître à la place de l'ouvrier. "Les grévistes ne sont pas violents, mais empêchent d'entrer dans l'usine". "L'usine est surveillée jour et nuit par les grévistes" (Rapport du 30 Mai 1907). "La gendarmerie n'a pas eu à intervenir" (Rapport du 11 Juin 1907). Enfin tous les ouvriers ont repris le travail le 10 Juin sauf le contremaître. M. Belot a fini par céder aux revendications des ouvriers fondeurs. "Le contremaître, objet du litige entre la direction et les ouvriers, est renvoyé".

LA FERMETURE DE L'USINE BELOT A SAINT-FLORENT EN 1909

En 1909, l'usine de robinetterie Belot à St Florent doit de nouveau faire face au mécontentement des ouvriers.

Les hommes ne gagnent que 4,75 francs pour 10 heures, et les femmes 1,75 franc pour 6 heures.

56 ouvriers sur 85 font la grève pour avoir 20% d'augmentation sur leurs salaires.

Une semaine après, la situation dégénère, et le rapport du 21 mai signale : "A 4 heures du soir, les gendarmes se sont présentés à la robinetterie. Ne restaient que le chef de fabrication et le magasinier ; ceux-ci d'accord avec M. Belot, avaient décidé de coucher à l'usine". Puis les manifestants (environ 4200) ont insulté M. Belot, jusqu'à 11 heures du soir. "A un moment donné, M. Belot s'étant présenté sur le trottoir pour parler au Maréchal des Logis, une pierre qui lui était sans doute destinée, a atteint le gendarme. La pierre a fait tomber son képi : mais ne l'a pas blessé."

"Quelques ouvriers se sont échappés de la foule et en ont profité pour se faufiler dans le jardin du contremaître où ils ont causé de nombreux dégâts" (Rapport du 23 Mai). Puis des incidents violents éclatent avec les gendarmes.

"Au cours de la grève des robinettiers de Saint Florent le Directeur de l'usine Belot, M. Parrant qui avait décidé depuis le début de ne reprendre aucun des grévistes, avait examiné deux projets de reprise du travail.

1) Ouverture de l'usine avec un certain nombre d'ouvriers recrutés en dehors.

2) Evacuation du matériel et des approvisionnements sur Ste Lizaigne.

"Il paraît décidé à l'évacuation à laquelle il procéderait à bref délai. Il a même fait part de son instruction de se rendre ces jours-ci à Bourges, afin de traiter avec des camionneurs pour le transport de tout son matériel à la gare".

"Le transfert à Ste Lizaigne ne serait que provisoire et la réouverture des ateliers de St Florent pourrait avoir lieu dans un temps indéterminé, un an, dix-huit mois ou deux ans, lorsque la situation le permettrait".

Le 2 septembre, tout est définitivement terminé, les ouvriers n'ont pas obtenu satisfaction et M. Belot a déménagé son usine à Ste Lizaigne dans l'Indre.